BDC
L'entrepreneur d'abord

SEPTEMBRE 2013

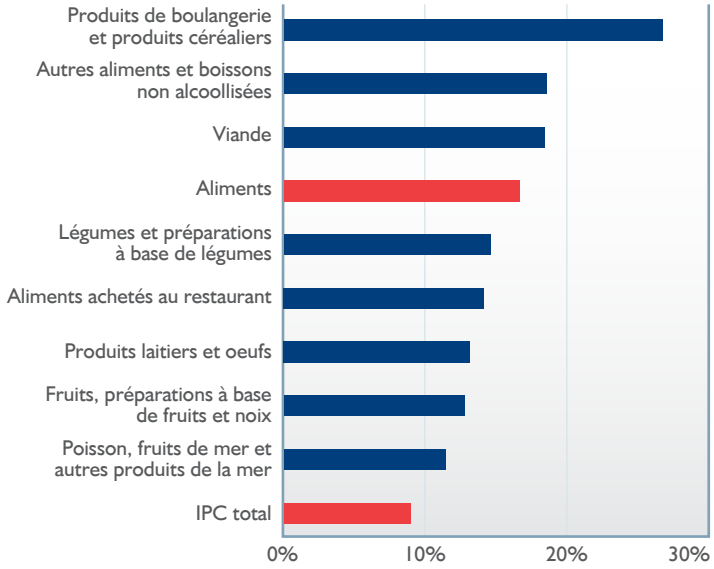
LETTRE économique

COUP D'ŒIL SUR LES PRIX DES ALIMENTS

Les prix des aliments ont beaucoup augmenté au Canada au cours des dernières années[1]. Entre janvier 2007 et juillet 2013, l'indice du prix des aliments est la composante de l'Indice des prix à la consommation (IPC) qui a enregistré la plus forte croissance : 19,4 % comparativement à 11,1 % pour l'IPC sans les aliments. Les produits alimentaires comptent pour environ 17 % du total des biens et services consommés par un ménage canadien[2]. C'est le poste le plus important après le logement (27 %) et le transport (20 %). Par conséquent, une hausse du prix des aliments a un effet significatif sur le budget des ménages.

Tous les principaux groupes de produits alimentaires ont augmenté à un rythme plus rapide que celui de l'IPC total entre 2007 et 2012 (graphique). Les produits de boulangerie et les produits céréaliers ont mené le bal, avec une hausse de près de 27 % au cours de cette période, soit 5 % par année, en moyenne.

Croissance du prix des aliments de 2007 à 2012, par groupe de produits



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 326-0021

Canada
- Le PIB réel progresse modérément
- L'emploi rebondit
- Les mises en chantier et les ventes résidentielles restent stables
- Le déficit commercial se creuse

États-Unis
- La croissance du PIB réel s'est accélérée
- L'emploi poursuit sa remontée
- Les mises en chantier se sont stabilisées, mais les ventes résidentielles continuent à progresser
- Le secteur manufacturier reprend de la vigueur

Les taux d'intérêt
Pas de changement du taux directeur prévu avant le milieu de 2014

Pétrole et dollar canadien

Confiance des PME

Conditions du crédit

Indicateurs clés

La lettre économique mensuelle de BDC est produite par l'équipe de l'Analyse économique du service du Marketing et Affaires publiques. Elle s'appuie sur des données économiques provenant de diverses sources publiques. La présente lettre est fondée sur les données parues avant le 7 septembre. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait de ces informations.

© 2013 Banque de développement du Canada
1 888 INFO BDC | bdc.ca

1 Ce texte a été fortement inspiré par le document analytique de Statistique Canada intitulé *L'augmentation des prix des aliments entre 2007 et 2012,* par Anne-Marie Rollin, Direction des études analytiques, Division d'analyse économique, No 11 626 X au catalogue—No 027.

2 Il s'agit d'une moyenne. Pour certains ménages, les plus démunis en particulier, la part des aliments dans les dépenses de consommation est plus importante.

Les prix des aliments n'ont pas augmenté seulement au Canada. Selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), sur 39 pays (34 pays membres de l'OCDE et 5 pays non membres), 24 ont connu une augmentation cumulée des prix des aliments supérieure à 15 % entre 2007 et 2012. Dans chacun de ces pays, la hausse des prix des aliments a dépassé celle de l'ensemble des prix à la consommation.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (la FAO, pour Food and Agriculture Organization), calcule un indice mondial des prix des aliments. L'indice FAO mesure la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de denrées alimentaires. Il est établi à partir de la moyenne des indices de prix de cinq catégories de produits, soit la viande, les produits laitiers, les céréales, l'huile et le sucre. L'indice FAO a bondi une première fois pendant la période qui a été appelée la « crise alimentaire mondiale de 2007 2008 ». Après une brève accalmie, les prix ont repris leur ascension en 2009 pour atteindre un nouveau sommet au début de 2011. Ils ont retraité depuis, mais demeurent élevés (graphique).

Indice FAO des prix des produits alimentaires
(2002-2004 = 100)

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Les causes de la montée des prix des aliments sont nombreuses. Premièrement, la demande mondiale a augmenté considérablement, mais l'offre n'a pas suivi. La demande s'est en effet accrue plus rapidement que la population mondiale, principalement pour deux raisons, selon la Banque mondiale[3]. D'une part, la hausse du revenu des ménages dans les pays émergents a entraîné une augmentation de la consommation per capita de plusieurs aliments, en particulier la viande, et, d'autre part, l'augmentation du prix du pétrole a favorisé l'utilisation de certaines récoltes (notamment le maïs) pour la fabrication de biocarburants. L'offre, cependant, n'a pas augmenté suffisamment. Au cours de la période allant de 2001 à 2011, la production de céréales a progressé de 1,6 % par année alors que la consommation augmentait de 1,9 % par année. Cela s'est traduit par une réduction importante des stocks mondiaux. Ce résultat a plusieurs causes. Parmi elles figurent la succession de mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques et la rareté de l'eau qui nuit aux cultures dans plusieurs pays. Enfin, l'augmentation des prix de l'énergie (via les coûts de transport) et des engrais ont également contribué au renchérissement des aliments.

Que nous réserve l'avenir ? Selon la Banque mondiale, à moyen terme les prix devraient rester élevés. Les stocks mondiaux se situent à des niveaux relativement faibles et la demande agrégée devrait continuer à augmenter. Les gains de production devraient être plus difficiles à réaliser que par le passé du fait que les possibilité d'expansion des terres agricoles sont plus limitées et que les conditions climatiques sont de plus en plus variables. À plus long terme, cela dépendra des actions entreprises. Pour éviter que les prix augmentent il faudrait, entre autres, investir afin d'améliorer la productivité. ■

CANADA

Retour

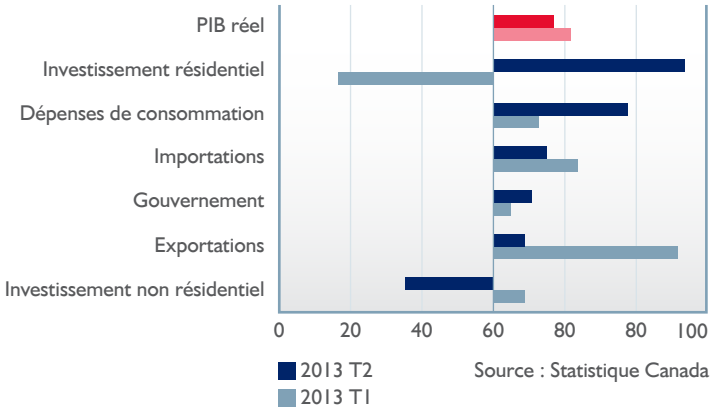
Bien qu'elle se soit accélérée par rapport aux deux derniers trimestres de 2012, la croissance du PIB réel a été modérée au cours de la première moitié de 2013. Les résultats sont cependant conformes aux prévisions du Consensus qui s'établissent à seulement 1,7 % pour l'année en cours. La création d'emploi a ralenti au cours des derniers mois, mais elle pourrait s'accélérer si la croissance de l'investissement non résidentiel, qui a été décevante au deuxième trimestre, reprend de la vigueur.

Le PIB réel progresse modérément

Le PIB réel a progressé de 1,7 % au deuxième trimestre de 2013, suite à une croissance de 2,2 % au premier trimestre. L'investissement en construction résidentielle a rebondi après trois trimestres de reculs. Les dépenses de consommation ont progressé vigoureusement, en bonne partie grâce aux achats de véhicules automobiles. La croissance des dépenses et des investissements gouvernementaux s'est accélérée. Les exportations, qui avaient fortement rebondi au premier trimestre, se sont modérément accrues au deuxième trimestre alors que la croissance des imporations ralentissait légèrement. Enfin, ▼

3 Banque mondiale (2012), Responding to higher and more volatile world food prices, Rapport no 68420—GLB.

Croissance des principales composantes du PIB réel
(variation trimestrielle à taux annuel, %)



l'investissement non résidentiel des entreprises s'est replié au deuxième trimestre. Ses deux composantes, soit l'investissement en construction non résidentielle et l'investissement en machines et en matériel, ont enregistré des reculs. Si le PIB réel maintient le rythme de croissance observé au cours des deux premiers trimestres d'ici la fin de l'année, la prévision du Consensus (1,7 % pour 2013) devrait se concrétiser.

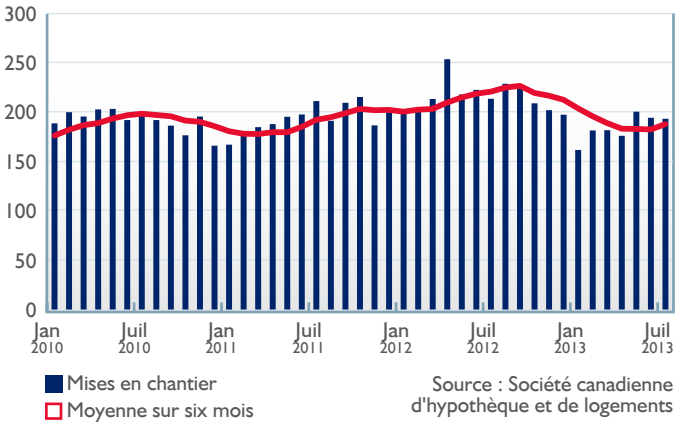
L'emploi rebondit

Après un recul de 39 400 en juillet, l'emploi a rebondit en enregistrant une hausse de 59 200 en août. L'emploi a temps plein a progressé de 17 400 et le travail à temps partiel de 41 800. Le taux de chômage a reculé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,1 %. En dépit de l'accélération observée en août, la croissance de l'emploi a beaucoup ralenti au cours des six derniers mois par rapport aux six mois précédents, la variation mensuelle moyenne passant de 29 000 à seulement 12 000. Les gains d'emplois à temps plein, notamment, ont été significativement plus faibles, reculant d'une moyenne mensuelle de 25 000 à un peu plus de 4 000 au cours de ces périodes.

Les mises en chantier et les ventes résidentielles restent stables

En juillet, les mises en chantier de maisons individuelles ont diminué de 5,5 % dans les centres urbains, alors que celles des logements collectifs demeuraient stables. La moyenne des mises en chantier sur six mois, utilisée par la Société canadienne d'hypothèque et de logements (SCHL) pour estimer la tendance, est passée de 182 142 unités en juin à 187 416 en juillet. Depuis plusieurs mois, la tendance est stable, oscillant dans une fourchette étroite de 182 000 à 188 000 unités (graphique). Selon la SCHL, les mises en chantier devraient demeurer relativement stables d'ici la fin de l'année et remonter en 2014, à mesure que la conjoncture économique s'améliorera. Les ventes résidentielles sont pour leur part demeurées pratiquement inchangées en juillet, mais le nombre de maisons inscrites a baissé. L'Association canadienne de l'immeuble estime que le marché de la revente s'est resserré, mais reste équilibré.

Mises en chantier
(janvier 2010 à juillet 2013, milliers d'unités)



Le déficit commercial se creuse

En juillet, les importations se sont accrues de 0,6 % et les exportations ont diminué du même pourcentage, ce qui a entraîné une hausse du déficit commercial, de 460 millions de dollars en juin à 931 millions de dollars en juillet. Ce sont les minerais et les minéraux non métalliques, les produits chimiques de base et industriels, les produits en plastique et en caoutchouc, les produits en métal et les produits minéraux non métalliques qui ont le plus contribué à la hausse des importations. Le recul des exportations s'explique surtout par la baisse des exportations d'aéronefs, de métaux précieux et d'alliages en métaux précieux sous forme brute. L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis s'est rétréci, passant de 3,6 milliards de dollars en juin à 3,2 milliards de dollars en juillet, alors que le déficit commercial avec les pays autres que les États-Unis est resté à peu près stable, à 4,1 milliards de dollars. ■

Retour

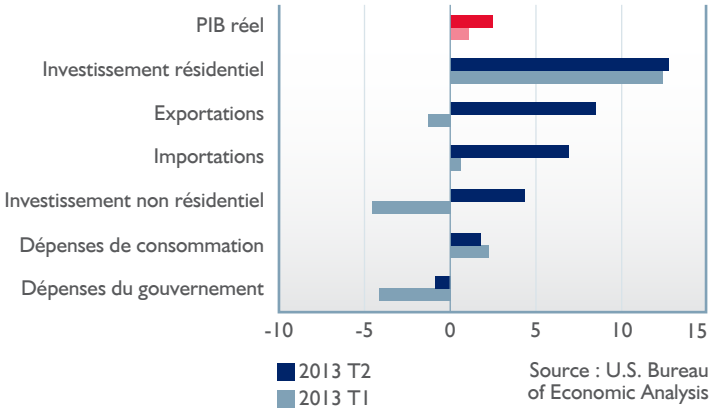
ÉTATS-UNIS

Les plus récents indicateurs montrent que l'activité économique peine à reprendre de la vigueur de façon assurée. Les données du PIB réel et de l'emploi, par exemple, qui paraissaient encourageantes au moment de leur publication, ont par la suite été révisées à la baisse. Certes, la situation s'améliore sur à peu près tous les fronts (emploi, production, mises en chantier, etc.), mais beaucoup plus lentement qu'espéré.

La croissance du PIB réel s'est accélérée

Le PIB réel a progressé de 2,5 % au deuxième trimestre. Ce résultat était supérieur aux attentes des prévisionnistes, mais le Bureau de l'analyse économique des États-Unis a significativement révisé à la baisse la croissance au premier trimestre, de 2,4 % à seulement 1,1 %. En conséquence, les prévisions de croissance pour l'ensemble de l'année 2013 ont été abaissées de 1,8 % à 1,5 %. Après des reculs au premier trimestre, l'investissement non résidentiel et les exportations ont retrouvé de bons rythmes de croissance au deuxième trimestre (graphique). En revanche, la croissance des dépenses de consommation a ralenti, mais celle de l'investissement résidentiel est demeurée solide. Les dépenses gouvernementales ont diminué, mais beaucoup moins qu'au trimestre précédent. Enfin, la croissance des importations s'est fortement accélérée.

Croissance des principales composantes du PIB réel
(variation trimestrielle à taux annuel, %)



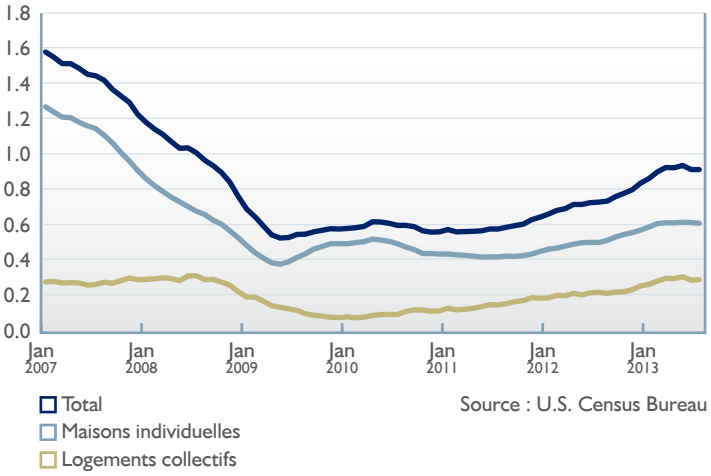
L'emploi poursuit sa remontée

L'emploi a progressé de 169 000 en août. Les gains des deux mois précédents ont cependant été révisés à la baisse, de 188 000 à 172 000 en juin et de 162 000 à 104 000 en juillet. Le taux de chômage a diminué de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,3 % en août. Comme au Canada, la croissance de l'emploi a ralenti aux États-Unis au cours des six derniers mois par rapport aux six mois précédents, les gains mensuels moyens passant de 207 000 à 160 000. Néanmoins, l'emploi a augmenté à chaque mois au cours des trois dernières années et a maintenant repris plus des trois quarts du terrain perdu depuis le début de 2008. La situation du marché du travaille s'améliore lentement, mais constamment.

Les mises en chantier se sont stabilisées, mais les ventes résidentielles continuent à progresser

Après avoir reculé de 7,9 % en juin, les mises en chantier se sont accrues de 5,9 % en juillet. La croissance observée en juillet est entièrement attribuable à celle des mises en chantier de logements collectifs, qui ont rebondi de 25,5 % après un recul de la même ampleur le mois précédent. Les mises en chantier de maisons individuelles ont pour leur part diminué de 2,2 % en juillet. La tendance des mises en chantier (mesurée par la moyenne sur six mois), qui était positive depuis le début de 2011, est passée au neutre depuis quelques mois (graphique). De son côté, le marché immobilier se porte bien : les ventes résidentielles ont augmenté de 6,5 % en juillet par rapport au mois précédent et de 17,2 % par rapport à juillet 2012. Au rythme actuel des ventes, il faudrait 5,1 mois pour écouler le stock de maison, comparativement à 6,3 mois il y a un an. Les taux hypothécaires ont cependant atteint leur plus haut en deux ans, ce qui pourrait refroidir le marché.

Tendance des mises en chantier
(moyenne mobile sur 6 mois, millions d'unités)



Le secteur manufacturier reprend de la vigueur

L'indice des directeurs d'achats dans le secteur manufacturier, de l'Institute for Supply Management (ISM), qui était passé sous la barre des 50 en mai, a rebondi vigoureusement en juillet, atteignant 55,4, son plus haut niveau en 2013. Les principales composantes de l'indice, soit la production, les nouvelles commandes et l'emploi, ont toutes progressé en juillet. Rappelons que cet indice est aussi un bon indicateur avancé de la croissance économique. Selon l'ISM, la moyenne de l'indice depuis le début de l'année correspond à une croissance annuelle de 3,1 % du PIB réel en 2013. ■

LES TAUX D'INTÉRÊT

Retour

Pas de changement du taux directeur prévu avant le milieu de 2014

C'est sans surprise que la Banque du Canada a laissé le taux directeur inchangé à 1,0 % le 4 septembre. La banque centrale estime que le niveau du PIB canadien est conforme à ses prévisions, mais que l'incertitude qui règne au niveau de l'économie mondiale empêche les exportations canadiennes et les investissements de contribuer autant que prévu à la croissance économique. Tant que les conditions actuelles prévaudront (l'inflation anticipée est faible, il y a beaucoup de capacité de production inutilisée et le crédit aux ménages continue à ralentir), la politique monétaire actuelle reste appropriée, selon la Banque. Comme l'institution prévoit que la capacité de production excédentaire commencera à diminuer seulement en 2014, on peut s'attendre à ce que le taux directeur reste inchangé encore longtemps. En fait, presque tous les prévisionnistes n'anticipent aucune hausse avant le mois de juin 2014. ■

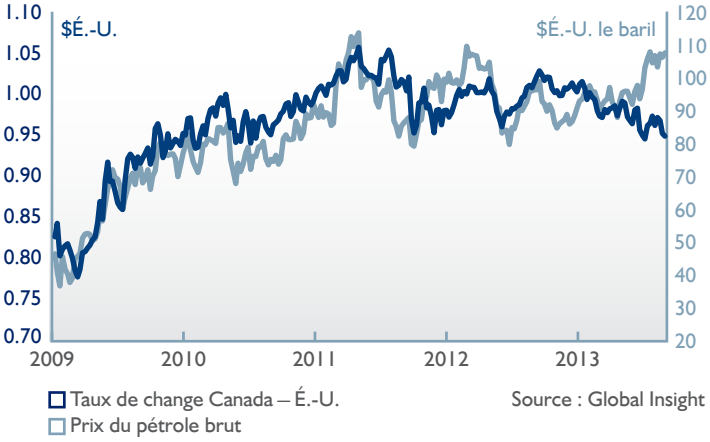
PÉTROLE ET DOLLAR CANADIEN

Retour

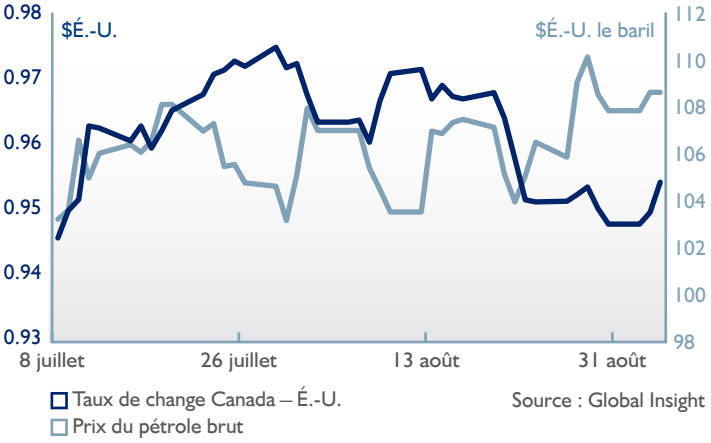
Le prix du pétrole reste élevé ; le dollar canadien se stabilise

Le prix du pétrole brut a été poussé à la hausse au cours des dernières semaines en raison d'une éventuelle intervention militairement contre le régime syrien après une présumée attaque chimique contre des civils. Il s'est cependant stabilisé par la suite, à mesure que les craintes d'une intervention rapide s'éloignaient. Le dollar canadien s'était légèrement apprécié au cours des deux derniers mois, en raison des bons résultats de son principal partenaire commercial. Il a toutefois reculé lors de la publication des données de l'emploi au Canada pour le mois de juillet, qui étaient décevantes. ■

Taux de change et prix du pétrole brut
(janvier 2009 à septembre 2013)



Taux de change et prix du pétrole brut
(8 juilet 2013 au 4 septembre 2013)



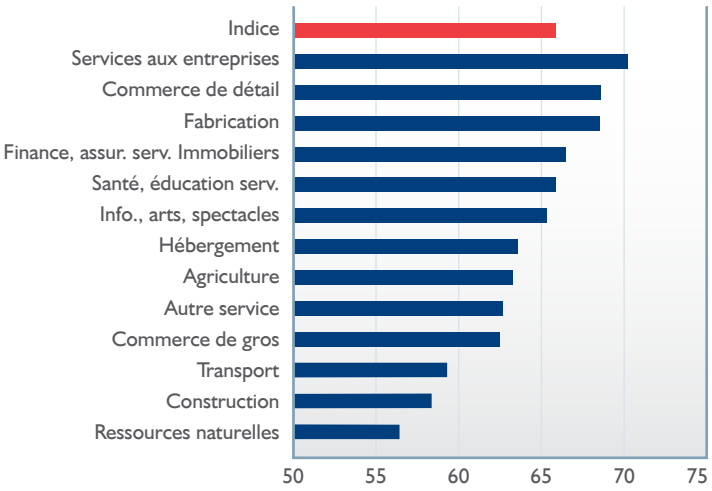
CONFIANCE DES PME

Retour

Les propriétaires de PME reprennent confiance

L'Indice du baromètre des affaires de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a augmenté pour le deuxième mois d'affilée. Il a atteint 65,9 en août, reprenant presque tout le terrain perdu depuis le mois de février. Le regain d'optimisme est assez répandu. En effet, les indices sont en hausse dans sept provinces sur dix et dans neuf secteurs sur treize. Le secteur de la vente au détail a réalisé la plus importante remontée, avec une hausse de 10,3 point en août par rapport au mois précédent, ce qui le hausse en deuxième place, après le secteur des services aux entreprises (graphique). Les propriétaires de PME dans le secteur de la fabrication sont également parmi les plus optimistes au pays. ■

Indice du baromètre des affaires, par secteur
(août 2013)



Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

CONDITIONS DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Retour

La croissance du crédit bancaire accordé aux entreprises reste solide

Le crédit à court terme accordé par les banques à charte aux entreprises a augmenté de 11,8 % en juillet par rapport au mois précédent, et de 13,3 % par rapport à juillet 2012. Le crédit bancaire à long terme (qui représente 13 % du crédit bancaire total) a pour sa part bondi de 47,9 % en juillet, ce qui a porté son taux de variation sur 12 mois à 11,2 %. Le taux d'intérêt effectif pour les entreprises (une moyenne pondérée de divers taux d'intérêt bancaires et de taux d'intérêt des marchés applicables à de nouveaux prêts consentis à des entreprises non financières) est en hausse depuis quelques mois. À la fin de juillet, il se situait à 3,41 % (graphique). ■

Taux d'intérêt effectif pour les entreprises
(5 janvier 2007 au 30 août 2013, %)

Source : Banque du Canada

INDICATEURS CLÉS — CANADA

Retour

Indicateurs clés — Canada	Passé[1]				2013[2]				2013[3]		Prévisions	
	2009	2010	2011	2012	T1	T2	T3	T4	Plus récent		2013	2014
PIB réel (% croissance)	-2,7	3,4	2,5	1,7	2,2	1,7			juin	-0,5	1,7	2,2
Dépenses en machinerie & équipement (% croissance)	-21,2	10,6	8,6	5,2	-0,1	-2,1					1,8	5,3
Profits des sociétés avant impôts (% croissance)	-45,4	61,6	16,6	-8,2	9,6	-32,6					-2,1	4,8
Production industrielle (% croissance)	-10,9	6,3	3,8	0,9	4,2	-2,6			juin	-0,8	1,4	2,4
Prix des produits industriels (% croissance)	-3,5	1,0	4,6	0,6	4,2	-1,0			juil	0,3	0,9	1,9
Construction non-résidentielle (% croissance)	-19,4	17,3	12,9	6,9	1,5	-2,8						
Mises en chantier (' 000 unités)	148	191	193	215	174	190,0			juil	193	181	172
Dépenses personnelles (% croissance)	0,3	3,5	2,3	1,9	1,3	3,8					1,8	2,0
Prix à la consommation (% croissance)	0,3	1,8	2,9	1,5	1,6	0,0			juil	0,2	1,1	1,8
Emploi (% croissance)	-1,6	1,4	1,5	1,2	0,8	1,3			août	0,3		
Taux de chômage (%)	8,3	8,0	7,5	7,3	7,1	7,1			août	7,1	7,1	7,0
Indice de confiance des PME (FCEI)	57,7	66,7	66,4	63,9	64,9	61,3			août	65,9		
Indice de confiance des manufacturiers (FCEI)	56,0	68,6	67,2	66,7	65,7	58,3			août	68,5		

1, Taux de croissance annuel
2, Taux de croissance trimestriel, à taux annuel
3, Taux de croissance mensuel
Sources : Statistique Canada, Consensus Economics et Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.